IL AFFIRME N'AVOIR PAS PARLÉ AU NOM DE BOUTEFLIKA

Saâdani fait marche arrière

Le secrétaire général du Front de libération nationale a nié, jeudi, s'être exprimé au nom du président de la République. Dans un entretien accordé à un site d'information, il a indiqué que Bouteflika ne se présenterait pas s'il n'y a pas une «demande élargie de la société».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Saâdani dit une chose et son contraire. Jeudi, en marge de la cérémonie d'installation de la Commission de supervision des élections présidentielles, le secrétaire général du FLN a nié avoir parlé au nom du chef de l'Etat.

«Je n'ai pas parlé au nom du Président, je me suis exprimé en qualité de secrétaire général du FLN. Dans la logique, le président du parti est le candidat du FLN», a-t-il soutenu. Pourtant, la veille, au siège du parti, Saâdani déclarait haut et fort que Bouteflika est «officiellement candidat».

«Je déclare une nouvelle à tous les sceptiques que le président du FLN, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika, est le candidat du parti.

Et j'annonce officiellement que le Président Bouteflika est candidat à l'élection présidentielle», a affirmé le secrétaire général du FLN lors d'une réunion des mouhafedhs. A force d'abuser des effets d'annonce, Amar Saâdani donne l'impression de ne plus maîtriser la situation.

En l'espace de quelques semaines, il est passé du stade de «le Président Bouteflika est candidat» à celui de «il est officiellement candidat» pour finalement se déjuger et dire qu'il n'avait pas parlé en son nom personnel. Mais Saâdani semble avoir engagé un nouveau virage.

Photo : Samir Sid

Le secrétaire général du FLN a nié avoir parlé au nom du chef de l'État.

Dans une interview filmée accordée au site d'information *Tout sur l'Algérie*, il a précisé que Bouteflika ne se porterait pas candidat s'il «n'y a pas une demande élargie de la société». «Abdelaziz Bouteflika aime le suspense. S'il n'y a pas une demande élargie, bien élargie, de la société, il ne se présentera pas.» Saâdani souligne toutefois que son parti a effectué un «sondage» qui confirmerait que Bouteflika jouit d'une «grande popularité». «Nous sommes persuadés que le Président ne rejettera pas cette demande du peuple. Même s'il ne souhaite pas se porter candidat ou qu'il n'ait plus la volonté qu'il avait par le passé. Il va accepter et répondre à l'appel du peuple», assure-t-il.

Bien entendu, le secrétaire général du FLN ne manquera pas de s'en prendre aux journalistes qu'il accuse d'entretenir «la confusion».

«La confusion existe dans la tête des journalistes. Le Président a jusqu'au 2 mars à minuit, pour déposer son dossier de candidature. Et, avant cette date, on ne peut parler ni de confusion ni de polémique. Pourquoi s'entêter à vouloir faire du Président un candidat exceptionnel ? Bouteflika est comme tous les autres candidats à la présidentielle.» Un candidat exceptionnellement ordinaire.

T. H.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Le RCD opte pour le boycott

L'élection présidentielle du 17 avril prochain n'emballe pas le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Le conseil national du parti, réuni hier en session ordinaire, s'est prononcé, à l'unanimité de ses 256 membres, et après plus de quatre heures de débats, pour le boycott de l'échéance, jugée déjà compromise. Ce boycott n'aura pas d'incidence sur les concertations que le parti a menées avec d'autres formations politiques, a précisé le chargé de la communication du parti.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La décision du RCD ne devrait pas surprendre les observateurs attentifs de la scène politique nationale, tant le parti avait déjà posé et revendiqué les conditions pour un scrutin libre. Une demande que le gouvernement a rejetée, maintenant les mécanismes traditionnels pour l'organisation et la supervision des élections. Le RCD a, donc, choisi, conséquemment, de ne pas s'impliquer dans un jeu qu'il considère fermé. Dans son propos liminaire aux travaux de la session du conseil national, le président du parti, Mohcine Belabbas, a souligné que l'échéance présidentielle censée consacrer une rupture avec les pratiques frauduleuses en cours depuis 1962 par une légitimation populaire qui en appelle à un scrutin libre est encore compromise», ajoutant que «l'élection de cette année n'est rien d'autre qu'une tromperie continuellement reproduite». Ce constat s'en trouvera partagé par les membres de l'instance délibérante du parti qui, à l'issue d'intenses débats, lui donneront un prolongement concret et pratique en votant l'option du boycott. Pour le RCD, tout indique que le système se prépare à maintenir en poste le Président Bouteflika, en dépit de sa maladie convalescente. «Ce sont les médecins d'une puissance étrangère — dont le Premier ministre récemment gratifié de contrats scandaleusement préjudiciables pour l'Algérie a commis un faux témoignage envers le peuple algérien — qui délivreront le certificat médical attestant des capacités physiques et mentales du candidat du système», a relevé Mohcine Belabbas qui n'a pas manqué de rappeler que, par ailleurs, la demande du RCD de dessaisir le ministère de l'Intérieur de la gestion des élections et l'institution d'une commission de gestion permanente et autonome, bien qu'ayant été reprise par plus de 40 partis politiques et d'autres personnalités, a été ignorée et rejetée. «Le flou et l'opacité qui ont prévalu durant toute cette période sur la présidentielle d'avril 2014 sont un signe de plus sur le refus de l'alternance déjà consacré à travers le viol de la Constitution en 2008.» Evoquant la situation générale du pays durant l'année écoulée, le président du RCD a affirmé que «si elle a été singulière et tragique au regard des différents événements qui l'ont marquée, elle ponctue, au fond, dans la confusion et l'incertitude trois mandats qui ont ébranlé et profondément destructuré le pays». Cela sur tous les plans, y compris sécuritaire avec l'attaque de Tiguentourine. Pour Mohcine Belabbas, cette attaque «renseigne sur l'insécurité qui continue de régner sur nos frontières en l'absence d'un service de renseignement qui accomplit ses missions de contre-espionnage et de lutte contre le crime économique au lieu de sévir en tant que police politique».

Au plan politique, le président du RCD a relevé que «l'hospitalisation de plus de trois mois du chef de l'Etat dans un hôpital français a aggravé l'état de convalescence politique dans lequel est rentré le pays depuis sa première admission dans le même établissement en 2005» et que «le débat sur la Constitution annoncé depuis le 15 avril 2011 a été réduit aux artifices permettant de prolonger la durée de vie d'un système condamné par l'Histoire. L'Assemblée nationale issue de la fraude électorale d'avril 2012 est devenue une structure budgétivore sans aucune influence sur le cours des événements. Le Conseil de la nation est transformé en maison de retraite pour les acteurs de l'échec».

Photo : Samir Sid

Le président du RCD, Mohcine Belabbas.

S. A. I.

GHARDAÏA

Un second mort et des interrogations

Dans le coma depuis dimanche, Hadj Saïd Khaled, 35 ans, père de deux enfants, a succombé ce jeudi à ses blessures après les affrontements qui ont opposé Malékites et Ibadites au centre-ville de Ghardaïa. Une zone d'ombre entoure cet assassinat, selon plusieurs témoins.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Le bilan des morts s'élève à deux à Ghardaïa. Après l'assassinat de Kbaïli Belhadj, dimanche dernier, les Ibadites en ont perdu un autre ce jeudi. Contacté hier, Hamou Mesbah, membre de la cellule de coordination et de suivi de la crise, affirme que la ville est sous tension : «Juste après la sinistre nouvelle, la gendarmerie a aussitôt renforcé sa présence dans les quartiers à risque, et s'est particulièrement déployée autour des mosquées en prévision de quelques perturbations après la prière du vendredi». Ce dernier, qui dit que pour l'instant seules quelques rixes individuelles et isolées, qui se limitent à des échanges de jets de pierres, caractérisent la ville, craint le pire pour aujourd'hui, samedi, après l'enterrement de la victime. Il croit savoir, toutefois, que la famille du défunt Hadj Saïd Khaled a déposé plainte contre la police : «Il paraît que la police avait tabassé la victime avant de l'abandonner assommée aux Malékites qui lui ont asséné de graves blessures». Contacté à son tour, Mustapha Hadj Saïd, frère de la victime, a confirmé le dépôt de plainte mais a refusé de préciser contre qui. «Nous avons déposé plainte jeudi juste après que notre frère ait succombé à ses blessures, mais nous préférons ne pas communiquer sur la chose avant l'enterrement de notre frère», a-t-il tranché. Il affirme par contre que le défunt et avant de sombrer dans le coma leur a dit «je ne comprends pas pourquoi les quatre policiers m'ont tabassé».

Abordant l'origine de ces troubles, Hamou Mesbah qui est également président du bureau de wilaya du FFS explique que «le groupe de jeunes malékites qui se déplacent librement de quartier en quartier, semant le trouble, est identifié et peut être facilement arrêté mais malheureusement il est couvert par un groupe de policiers en poste à Ghardaïa». De son côté, Hocine Ressoui, notable malékite, nie toute implication de sa communauté dans l'assassinat des deux défunts. «Nous doutons sur ces deux décès, car pour le premier, celui de Kbaïli Belhadj, les siens affirment qu'il a été attaqué sur son chantier de travail.

Or ce jour-là, tout le monde était en grève. D'autant plus que sur les images qu'ils ont montrées, il avait une blessure à coups de poignard au cœur alors que le médecin qui a constaté le décès m'a affirmé qu'il avait d'autres blessures au niveau de l'épaule et sur le visage…», argumente-t-il. Il ajoute que tout dialogue a été rompu avec les Ibadites et se pose la question : «Pourquoi leurs notables nous disaient qu'ils ne pouvaient contrôler leurs jeunes tout en refusant l'aide et l'intervention de la police. Pourtant, il a suffi que la gendarmerie arrive pour que ces mêmes notables somment leurs jeunes gens de cesser toute hostilité».

M. M.